

## **Bilan de la directive territoriale d'aménagement de l'Estuaire de la Seine**

### **Compte-rendu entretien avec L'Etablissement Public Foncier de Normandie**

Entretien conduit par : DREAL Normandie (Arnaud Diarra, Théophile Legoupil)

#### Personnes rencontrées :

- Gilles GAL – Directeur Général ;

#### Présentation de la structure :

Établissement Public à caractère Industriel et Commercial créé en 1968, l'EPFN conseille et accompagne les collectivités dans la mise en œuvre des politiques publiques d'aménagement du territoire.

L'EPFN est un opérateur foncier capable de réaliser des acquisitions foncières et de préparer le foncier pour le compte des collectivités et des établissements publics tels que le Conservatoire du Littoral.

Les objectifs de l'établissement sont définis dans son Programme Pluriannuel d'Intervention, validé par son conseil d'administration composé de représentants du territoire et de représentants de l'État.

L'EPFN est notamment mobilisé par le CPIER VdS sur l'observatoire foncier et la reconversion des friches industrielles.

Le programme d'intervention de l'EPFN porte sur la période 2022-2026. Les acquisitions/ventes de foncier représentent un budget global de l'ordre de 200 millions d'euros, soit environ des opérations pour 30 millions d'euros annuellement. En outre, une convention avec la Région permet à l'établissement de s'investir sur des études, préparation et réalisation de travaux en tant que maîtrise d'ouvrage avec un budget de 100 millions d'euros pour 5 ans (200 opérations en cours).

#### Entretien :

Le territoire de la DTA fait partie des plus actifs de la Normandie. A l'époque de l'élaboration de la DTA, l'EPFN avait été sollicité sur la problématique foncière sur les espaces à enjeux définis par la directive (programme d'études EPFN).

L'EPFN définit sa politique d'intervention à partir des priorités de l'État et des attentes des territoires. La DTA n'est pas explicitement utilisée pour cet exercice, mais les objectifs qu'elle porte se retrouvent dans les orientations de l'EPFN via la prise en compte des politiques prioritaires de l'État et parce qu'ils sont intégrés aux politiques des collectivités.

L'armature urbaine proposée par la DTA est à ce titre identifiée par l'EPFN, et supporte nombre de ses interventions situées :

- Havre, quartier sud, interface ville-port, parfois en MOA partagée avec HAROPA
- Caen-la-mer
- Rouen Seine Sud
- Yvetot, secteur gare
- Fécamp, musée pêcherie
- Pont-Audemer, friches industrielles
- Dives-sur-mer
- Lisieux

L'EPFN peut accompagner les collectivités sur des sujets opérationnels :

- en amont, pour développer la connaissance du foncier via l'observatoire ou aider à la définition d'une stratégie foncière ;
- plus tard, pour réaliser des études sur les sites déjà identifiés en vue de préparer le foncier.

L'EPFN n'est pas sollicité par HAROPA, qui est autonome en ce qui concerne sa politique foncière.

L'EPFN intervient sur les aspects paysagers via des coopérations avec les agences d'urbanisme ou les écoles d'urbanisme. Concernant l'environnement et la biodiversité, l'EPFN a piloté l'étude relative à la mise en place d'un dispositif d'anticipation et de mutualisation de la compensation environnementale sur l'Axe Seine et le Cotentin en 2022-2023.

Concernant les infrastructures, le champ d'action de l'EPFN est très peu porté sur les itinéraires, les dernières grandes actions sur ce thème concernant le contournement Est de Rouen, mais plutôt sur les gares et leurs abords (future gare Rouen rive gauche, Lisieux).

Les sites logistiques proposés par la DTA n'ont pas fait l'objet de sollicitation auprès de l'EPFN ; l'opérateur explique l'échec du développement de ces sites par le manque d'engouement des collectivités pour la logistique pure, sans soutien d'activités industrielles.

#### Conclusion :

- La DTA n'est pas mobilisée par l'EPFN, mais certains de ses objectifs peuvent être retrouvés parmi les actions de l'opérateur ;
- l'EPFN n'intervient pas sur les objectifs 1-1 et 1-3 concernant les politiques d'équipement et de développement de la desserte des ports ;
- concernant la restauration de l'estuaire de la Seine, l'EPFN considère que l'un des principaux freins est le financement de foncier nécessaire à l'établissement d'un site naturel de compensation ou à des sites de restauration.